

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

**Services de prestations de zootechnie, de laverie et d'astreinte au profit du
Paris - Centre de Recherche Cardiovasculaire de l'HEGP – PARCC - Inserm
U970**

Marché de prestations de services, passé selon les dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique : Procédure formalisée, appel d'offres ouvert

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)
Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique
Représenté par Mme Claire DE MARGUERIE
Déléguee Régionale
Dénommé « Pouvoir Adjudicateur »

**Inserm – Délégation Régionale Paris IDF Centre Nord
Immeuble KADENCE
86, rue Regnault
CS 81471
75640 Paris Cedex 13**

Ce CCAP est constitué de 13 pages.

Table des matières

ARTICLE 1. OBJET, DUREE, FORME, MONTANT DU MARCHÉ.....	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Code nomenclature concerné	3
1.3 Durée du marché	3
1.4 Forme	3
1.5 Montant du marché	4
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3. PRESTATIONS SIMILAIRES	4
ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5. TRANCHES.....	4
ARTICLE 6. VARIANTES.....	4
ARTICLE 7. DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 8. PERSONNELS DU TITULAIRE MOBILISES POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES SCIENTIFIQUES AU PROFIT DE L'INSERM	5
8.1 Profil des personnels du titulaire mobilisés pour la réalisation de la prestation	5
8.2 Prerogatives et conditions générales du titulaire à l'égard de ses personnels.....	5
8.3 Remplacement des personnels	5
8.4 Respect des dispositions légales et réglementaires	6
ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 10. PRIX	7
10.1 Fixation du prix.....	7
10.2 Evolution du prix	7
10.3 Augmentation annuelle	7
10.4 Clause de réexamen	7
10.5 Taxes.....	8
ARTICLE 11. CONDITIONS D'EXECUTION	8
ARTICLE 12. SECRET PROFESSIONNEL	8
ARTICLE 13. MESURES PRISES EN FAVEUR DU BIEN-ÊTRE ANIMAL.....	8
ARTICLE 14. VERIFICATION ET ADMISSION	8
ARTICLE 15. MODALITES DE FACTURATION	9
15.1. Périodicité d'envoi des factures	9
15.2. Teneur des factures – modalités de paiement	9
ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT	10
16.1. Délai global de paiement.....	10
16.2. Ordonnateur et comptable assignataire.....	10
16.3. Avances.....	10
ARTICLE 17. PENALITES ET DEFAILLANCE	11
ARTICLE 18. RESPONSABILITE CIVILE	12
ARTICLE 19. CONDITIONS DE RESILIATION	12
ARTICLE 20. DIFFERENDS – LITIGES.....	13
ARTICLE 21. DEROGATIONS	13

ARTICLE 1. OBJET, DUREE, FORME, MONTANT DU MARCHÉ**1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation de services de zootechnie, de laverie et d'astreinte au profit du Paris - Centre de Recherche Cardiovasculaire de l'HEGP – PARCC - Inserm U970.

1.2 Code nomenclature concerné

Le numéro de référence de la nomenclature en vigueur à l'Inserm est le suivant :

KG.01	SERVICES D'EXTERNALISATION DE LA GESTION D'UNE ANIMALERIE
-------	---

Le numéro de la nomenclature européenne concernée (CPV) est le suivant :

85210000	Services d'animalerie
----------	-----------------------

1.3 Durée du marché

La durée du présent marché est fixée à **un an** à compter de la date de début d'exécution fixée par ordre de service (date prévisionnelle 1^{er} juillet 2025).

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS, la date de notification n'emporte pas la date du début d'exécution des prestations.

Le présent marché est renouvelable annuellement par reconduction tacite à chaque date d'effet (date anniversaire du marché) sans toutefois excéder une durée totale de quatre ans.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

La décision de non reconduction sera prise par la personne responsable du marché dans un délai maximum de 3 mois avant l'échéance du marché.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

1.4 Forme

Procédure formalisée, appel d'offres ouvert, conformément aux articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Le présent marché est un marché mixte.

Les prestations sont divisées en deux types : forfaitaire et unitaires.

La prestation forfaitaire concerne la prestation annuelle de zootechnie, de laverie et d'astreinte.

Les prestations unitaires concernent les prestations de zootechnie, de laverie et d'astreinte supplémentaires ponctuelles sur demande en cours d'exécution de marché.

La partie accord-cadre à bons de commandes s'exécute conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-4 et aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code la commande publique.

La notification du marché au titulaire vaut notification du bon de commande pour la prestation forfaitaire.

Pour les prestations unitaires, des bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Ils ne peuvent cependant avoir pour effet d'étendre la durée de validité du marché au-delà de sa date de fin.

1.5 Montant du marché

Le montant minimum annuel du marché correspond au montant de la prestation forfaitaire.
Le marché est conclu pour un montant maximum sur toute la durée du marché (reconductions comprises) de 2 010 000 euros HT.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services CCAG/FSC), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre du titulaire incluant son mémoire technique **basé sur le cadre de réponse technique** fourni dans les documents de la consultation.

Toute disposition figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire et contraire aux clauses de l'Acte d'Engagement, du présent CCAP et du CCAG cités ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 3. PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT

Ce marché ne comporte pas de lots.

Les prestations sont indissociables.

Il est primordial pour l'unité U970 de n'avoir qu'un seul interlocuteur pour garantir un fonctionnement optimal technique et scientifique.

ARTICLE 5. TRANCHES

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

ARTICLE 6. VARIANTES

Le présent marché ne fera pas l'objet de variantes.

ARTICLE 7. DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations sont définies dans le CCTP du marché.

ARTICLE 8. PERSONNELS DU TITULAIRE MOBILISÉS POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES SCIENTIFIQUES AU PROFIT DE L'INSERM

8.1 Profil des personnels du titulaire mobilisés pour la réalisation de la prestation

Le titulaire s'engage à mobiliser des personnels, parmi ses salariés, disposant des compétences nécessaires et suffisantes pour permettre la réalisation de la prestation requise conformément aux termes du marché.

Ces stipulations sont applicables tant aux personnels décrits dans l'offre du titulaire qu'aux personnels assurant des remplacements tels que mentionnés ci-après ou à ceux que le titulaire serait amené à mobiliser par le biais d'intermédiaires pour la réalisation de la-dite activité.

Par ailleurs, le titulaire certifie qu'il n'a pas organisé un dispositif qui contreviendrait aux dispositions des lois 2005-843 du 26 juillet 2005 et n°2012-347 du 12 mars 2012, qui aurait pour objectif de contourner les dispositions légales ci-avant mentionnées ou qui pourrait avoir pour effet de remettre en cause la réalité du lien contractuel entre le titulaire et le personnel mobilisé.

En conséquence, le titulaire s'engage à ne mobiliser que des personnels remplissant, au cours des six mois précédant la date de début d'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, les conditions cumulatives suivantes :

- *Ne pas avoir été salarié de l'Inserm, quels que soient la nature juridique de l'acte d'engagement, l'emploi occupé et son lieu d'exercice :*
- *Ne pas avoir exercé son activité en qualité de salarié, quel qu'ait été son employeur, au sein de la formation recherche, dans laquelle les prestations faisant l'objet du présent marché trouvent à s'exécuter.*

Pour chacun de ses personnels, initiaux ou remplaçants, et préalablement à leur mobilisation pour réaliser la prestation, le titulaire apporte à l'Inserm la preuve par tout moyen (éléments du dossier déposé dans le cadre de la procédure, CV des personnes proposées, attestation...) que ces conditions sont satisfaites. A défaut, il s'expose à la réalisation par l'Inserm du présent marché dans les conditions prévues au premier alinéa du 8.4 du présent article.

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, l'Inserm se réserve le droit de récuser, pour des raisons motivées, les personnels mis à la disposition de l'Inserm par le titulaire.

8.2 Prerogatives et conditions générales du titulaire à l'égard de ses personnels

Le titulaire conserve, à l'égard du personnel qu'il affecte à l'exécution des prestations objet du présent marché, la qualité d'employeur. Il assume l'ensemble des obligations qui en découlent et exerce toutes les prerogatives attachées à cette qualité, notamment le pouvoir hiérarchique, le pouvoir disciplinaire, l'octroi et la gestion des congés de toute nature, la surveillance médicale et la prise en charge des formations nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire observer par son personnel le règlement intérieur, ainsi que les règles d'hygiène, de sécurité et de confidentialité en vigueur au sein de la formation de recherche dans laquelle les prestations faisant l'objet du présent marché trouvent à s'exécuter.

8.3 Remplacement des personnels

Le titulaire décrit dans son offre le nombre de personnels qu'il se propose de mettre à disposition du client pour mener à bien les prestations objet du présent marché. Ce personnel demeure à effectif constant, à charge pour le titulaire de pourvoir au remplacement des absents, en respectant un délai de quarantaine (72H minimum sans être entré dans une autre animalerie extérieure à celles définies dans ce marché).

En cas de remplacements d'un ou plusieurs personnels dont le profil est mentionné dans sa réponse, le titulaire en avertit le client au moins deux semaines à l'avance par tout moyen lui permettant de s'assurer de la bonne réception de cette information. Le titulaire présente alors le ou les profils des nouveaux intervenants pressentis. En cas d'urgence, (remplacement dû à une absence imprévisible), ce délai est réduit à deux jours ouvrables.

Quels que soient le motif et la partie à l'initiative du remplacement, le personnel remplaçant dispose d'un niveau de qualification au moins équivalent à celui du personnel intervenant habituellement.

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si le client ne le récusé pas, de façon motivée, dans un délai de huit jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée au deuxième alinéa du présent paragraphe. Ce délai de réponse est ramené à 48h ouvrables en cas d'urgence.

En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau de cinq jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable de l'exécution du marché.

Le remplacement d'un personnel par un autre fait l'objet d'une période de recouvrement suffisante pour permettre d'assurer un transfert effectif de connaissances. Cette période de recouvrement est à la charge du titulaire ; elle n'occasionne aucun coût pour l'Inserm.

Le remplacement de personnel ne modifie pas les échéances prévues par le présent marché et la date de référence servant au calcul des pénalités.

8.4 Respect des dispositions légales et réglementaires

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, le non-respect des obligations de l'article 8.1 et de celles rappelées ci-dessous entraîne, de plein droit et sans que le titulaire puisse prétendre au versement d'indemnité, la résiliation du présent marché.

8.4.1 Sous-traitance

La sous-traitance ne peut être exécutée que conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, rappelées à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

8.4.2 Respect des dispositions du code du travail

L'ensemble des prestations que le titulaire réalise ou sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail, relatives notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à ne pas communiquer à des tiers, sans l'accord express et préalable de l'autre partie, et à n'utiliser que pour les besoins du marché les documents, données, photos, informations et logiciels mis à la disposition de l'autre partie sous quelque forme que ce soit.

Chaque partie doit s'assurer que ces éléments ne sont divulgués qu'aux personnes qui en ont besoin et doit les protéger comme si c'étaient les siennes.

Cette obligation concerne tant les aspects industriels et techniques que les conditions commerciales et financières liées aux affaires de chaque partie dont l'autre peut avoir connaissance.

Les parties se portent garantes du respect de ces dispositions par leur personnel et sous-traitants et conviennent que l'engagement mutuel de confidentialité se prolongera durant trois ans après la fin du marché, quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10. PRIX**10.1 Fixation du prix**

Le présent marché est conclu en Euros.

Les prix HT forfaitaires et unitaires des services objets du présent marché figurent sur l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement (AE).

Le prix du marché est réputé comprendre toutes sujétions (salaires, heures supplémentaires, majoration pour intervention les jours fériés et de nuit, prime de panier et d'habillement, matériel, charges sociales et fiscales, frais généraux, bénéfices...) nécessaires à la réalisation complète des prestations.

10.2 Evolution du prix

Les prix déterminés dans les conditions de l'article 10.1 sont ajustés, à la hausse ou à la baisse annuellement par référence à l'évolution du tarif public du titulaire à la date anniversaire du présent marché.

L'ajustement des prix est réglé comme suit :

La demande d'ajustement du titulaire doit parvenir à l'Inserm au minimum trois mois avant la date anniversaire du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée au service Achat de la Délégation Régionale Inserm IDF Centre Nord et par mail au Service Achat à l'adresse suivante : achats.dr-idfcn@inserm.fr

A défaut de transmission, dans les délais, de la demande de révision des prix, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le prestataire ne puisse formuler aucune réclamation.

L'Inserm dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire, par lettre recommandée de son éventuel désaccord.

Si l'Inserm ne manifeste pas d'opposition à la mise en application des nouveaux prix, leur application sera donc effective à compter de la date anniversaire du marché.

10.3 Augmentation annuelle

L'Inserm se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier sans indemnité le présent marché après un préavis d'un mois, en cas d'augmentation annuelle du marché, résultant d'une augmentation des prix, supérieure à 3%.

10.4 Clause de réexamen

Si la demande de révision des prix dépasse de plus de **3%** les prix précédemment appliqués, le titulaire est tenu de communiquer deux mois avant la date anniversaire du marché, au pouvoir adjudicateur d'une part un mémoire justifiant sa demande et d'autre part tout document probant attestant de la réalité et l'étendue des surcoûts supportés notamment des pièces justificatives comptables, les factures.

Suite à cette demande, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à s'entretenir pour discuter de la demande de révision des prix, qui pourrait faire l'objet de négociation.

Si les éléments fournis n'attestent pas l'étendue et la réalité des surcoûts supportés par le titulaire, le pouvoir adjudicateur peut rejeter la demande du titulaire.

En cas d'accord, la demande de révision est acceptée et prend la forme d'un avenant.

10.5 Taxes

La T.V.A applicable est celle en vigueur à la date d'émission de la facture mensuelle.

ARTICLE 11. CONDITIONS D'EXECUTION

Le présent marché prend effet à compter de son début d'exécution fixé par ordre de service.

Le titulaire sera tenu de notifier à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives tout changement de situation juridique, bancaire ou postale.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa des instances de contrôle.

ARTICLE 12. SECRET PROFESSIONNEL

Les agents du titulaire qui auront participé à l'exécution du présent marché seront tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements, documents, résultats, qu'ils auront pu recueillir au cours de leurs travaux, dans la mesure où l'Inserm n'aura pas admis de dérogation d'une manière expresse.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire connaître à l'Inserm les sources des études et recherches qu'il pourrait éventuellement être conduit à utiliser.

Aucune photo ne pourra être prise, sur le lieu de travail du titulaire, sans autorisation préalable du responsable du service.

ARTICLE 13. MESURES PRISES EN FAVEUR DU BIEN-ÊTRE ANIMAL

Le Titulaire est incité à mettre en place toute au long de l'exécution du marché des formations sur le bien-être animal pour l'ensemble du personnel dédié à la prestation.

Il est invité également à mener un ensemble d'action dans l'exécution de ses prestations en faveur du bien-être animal.

Le Titulaire est tenu de faire part de l'ensemble des actions en faveur de l'environnement tout au long de l'exécution du marché.

ARTICLE 14. VERIFICATION ET ADMISSION

La vérification est effectuée dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS. Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitatives et qualitatives peuvent s'effectuer en l'absence du titulaire du marché ou de son représentant.

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification et d'admission est le Directeur de l'unité ou son représentant.

ARTICLE 15. MODALITES DE FACTURATION**15.1. Périodicité d'envoi des factures**

Le titulaire envoie à l'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD une facture mensuelle. Les factures sont remises au début de chaque mois, pour les prestations effectuées le mois précédent.

15.2. Teneur des factures – modalités de paiement

Les modalités de financement sont les suivantes : L'Inserm DR PARIS IDF CENTRE NORD, se libérera des sommes dues par mandatement effectué sur des crédits inscrits au budget. Les prestations sont facturées à la fin de chaque mois, à terme échu, sur présentation de la facture.

Pour le paiement de ses prestations, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à :

INSERM - Délégation Régionale PARIS IDF CENTRE NORD, Immeuble Kadence, 86 rue Regnault, CS 81471 75640 PARIS Cedex 13

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- la référence du marché
- le nom et l'adresse complète de l'entité Inserm destinataire de la prestation
- la période d'intervention
- le montant hors taxes
- le taux ou le montant de la TVA
- le montant toutes taxes comprises
- le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est joint à l'acte d'engagement

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées en euro par virement, sur présentation des factures.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, l'ensemble des demandes de paiement seront transmises obligatoirement par le titulaire via le portail Chorus Pro : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Chaque Bon de commande précisera les éléments nécessaires à la soumission de factures sur le portail comme détaillé ci-dessous :

- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation Inserm PARIS IDF CENTRE NORD : 18003604802425
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : U970
- Le numéro d'engagement : Numéro de bon de commande

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/portail/accueilAM.pl>

ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT

16.1. Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture émise et de l'admission des prestations du marché.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

16.2. Ordonnateur et comptable assignataire

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la déléguée régionale de l'Inserm de la délégation régionale Paris IDF CENTRE NORD.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable secondaire de la même délégation régionale.

L'adresse de l'ordonnateur et du comptable assignataire est la suivante :

**Inserm DR Paris IDF CENTRE NORD
Immeuble Kadence
86, rue Regnault CS 81471 – 75013 PARIS**

16.3. Avances

16.3.1 Principe de versement d'une avance

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement (AE) s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément à l'article L21913 du code de la commande publique, les clauses du marché relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

16.3.2 Taux de l'avance

C'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG qui est retenue.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à **20%**.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à **5%**.

16.3.3 Modalités de versement de l'avance

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 17. PENALITES ET DEFAILLANCE

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Défaillances et constats

MANQUEMENT	MONTANT DE LA PENALITE
• ZOOTECHNIE	
Défaut de change (non-respect du calendrier et de la rotation du change mis en place)	50€ forfaitaire par constat
Absence d'aliment ou d'abreuvement	50€ par constat
Non-réalisation des marquages individuels au de la de 15 jours (sauf consignes particulières des équipes)	25€ par constat
Sevrage tardif (animaux de plus de 6 semaines, souris de +15g, rat de + 50g)	25€ par constat
Erreur de sexage (Au dela du sevrage)	25€ par constat
Défaut de mise à jour du logiciel ANIBIO pendant plus de 2 semaines	50€ par jours ouvrés
Défaut de surveillance quotidienne	50€ forfaitaire par constat
Défaut de relevé des paramètres environnementaux	50€ forfaitaire par constat
Non-respect des consignes (accouplement, sevrage, euthanasie)	25€ par constat
• LAVERIE	
Défaut de nettoyage du matériel sale (de plus d'une semaine)	100€ forfaitaire par constat
Défaut de stérilisation du matériel	100€ forfaitaire par constat

Absence du personnel habilité à la conduite d'autoclave	25€ par jours ouvrés
Rupture de la barrière par la faute du personnel	150€ forfaitaire par constat
• ENTRETIEN	
Défaut d'entretien ou propreté de la zone selon l'organisation prévue	50€ par jours ouvrés
Défaut d'évacuation des déchets, non-respect du tri sélectif	50€ forfaitaire par constat
Défaut d'entretien du matériel	100€ forfaitaire par constat
• OPERATIONNEL	
Absence à une réunion de travail	200€ par constat
Non-communication du rapport trimestriel de comptage des cages	100€ forfaitaire par constat
Non-remplacement d'un personnel affecté	25€ par jours ouvrés
Défaut de formation du personnel	25€ par jours ouvrés
Non-respect de la quarantaine par le personnel entraînant une contamination ou un risque sanitaire pour les animaux	500€ forfaitaire par constat

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue. Toutes les pénalités sont forfaitaires et cumulable.

ARTICLE 18. RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile d'exploitation et professionnelle, couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'Inserm, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'Inserm, une attestation de la police d'Assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

ARTICLE 19. CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché peut être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS, l'Inserm peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception) en dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, si après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, les défauts constatés n'étaient pas corrigés. L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'après la résiliation du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées.

ARTICLE 20. DIFFERENDS – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de la Délégation Régionale INSERM PARIS ILE DE FRANCE CENTRE NORD.

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Courrier électronique (e-mail): greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone +33 1 44 59 44 99

Internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 21. DEROGATIONS

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-FCS :

CCAP	CCAG-FCS
Art. 1.3	Art. 13
Art. 2	Art. 4.1
Art. 8.4	Art. 41
Art. 10.3	Art. 38
Art. 14	Art 27.3
Art. 17	Art. 14.1.1 et 14.1.3
Art. 19	Art. 38